perspectives chinoises

Éducation et inégalités sociales en Chine

Les privilèges se perpétuent au sein des élites

WANG CHUNGUANG

À une époque où les inégalités économiques et sociales se creusent en Chine, on est en droit d'espérer que l'éducation sera un moyen efficace de réduire les disparités. Cet optimisme se heurte toutefois au rôle des élites qui, en tentant de défendre leurs intérêts et de perpétuer leur supériorité, renforcent les inégalités dans le domaine de l'éducation. Aussi les dispositions en vigueur aujourd'hui ne sont-elles pas le meilleur moyen de bâtir la « société harmonieuse » souhaitée par le pouvoir.

L'aggravation des disparités de revenus et des inégalités sociales entre les différentes classes, catégories sociales et régions est aujourd'hui devenue un problème majeur en Chine. Le fossé entre les riches et les pauvres a commencé à se creuser dès que la Chine s'est engagée sur la voie de la réforme et de l'ouverture à la fin des années 1970. Depuis, le pays a enregistré une des croissances les plus rapides au monde, mais il est aujourd'hui confronté à une question cruciale : comment la Chine peut-elle corriger ces disparités ? L'éducation est aux yeux de beaucoup un moyen efficace pour niveler ces différences, mais la question reste de savoir qui a aujourd'hui accès à l'éducation en Chine. En effet, l'impact de l'éducation sur les différences de revenu et les inégalités sociales dépend largement de la répartition des ressources budgétaires, et il est probable qu'une répartition plus équitable aboutira à une diminution des inégalités. Cet article propose d'analyser l'expérience de la Chine dans ce domaine depuis le lancement des réformes et de la politique d'ouverture à la fin des années 1970.

La stratification sociale

Nombre de chercheurs se sont intéressés à la relation entre l'éducation et le développement social en Chine. Comme sujet d'étude, l'éducation comporte de multiples facettes et concerne diverses disciplines des sciences sociales, mais nous nous proposons dans cet article d'adopter une approche sociologique. Un modèle proposé par les sociologues américains Peter M. Blau et Otis Dudley Duncan met l'accent sur l'influence de l'éducation sur la position sociale d'un individu [1]. Leur théorie a eu un impact significatif sur les recherches concernant la relation entre éducation et stratification sociale en Chine. D'autres universitaires ont souligné qu'avant les années 1980, et plus particulièrement pendant la Révolution culturelle (1966–1976), « les avantages généralement associés à une éducation dans une famille instruite, au sein de l'intelligentsia ou dans une famille de cadres étaient considérablement réduits » et que « la faible corrélation entre le statut économique du père et la réussite sociale du fils » était le reflet d'une « intervention massive de l'État [2] ». Toutefois, les inégalités se sont accentuées à partir de 1980, et surtout dans les années 1990 [3]. Par ailleurs, force est de constater que l'élargissement de l'offre éducative depuis le milieu des années 1990 ne s'est pas traduite par une répartition plus équitable des ressources ; en réalité, c'est même le contraire qui s'est produit [4].

Beaucoup d'études ont insisté sur l'impact de divers facteurs comme l'environnement familial, le sexe ou l'ethnicité sur la réussite scolaire, mais peu de recherches se sont intéressées à l'influence des intérêts de certains groupes sociaux sur les inégalités dans le domaine de l'éducation en Chine. Alors qu'il existe un lien étroit entre l'environnement familial et les intérêts de certaines groupes, peu de travaux ont analysé à

1. Peter M. Blau et Otis Dudley Duncan, *The American Occupational Structure*, New York, Wiley, 1967.
2. Deng Zhong et Donald J. Treiman, « The Impact of Cultural Revolution on Trends in Educational Attainment in the People's Republic of China », *American Journal of Sociology,* vol. 103, n° 2, 1997, p. 391-428.
3. Li Chunling, *Duanlie he suipian: dangdai Zhongguo shehui jieceng de shizheng fenxi* (Clivage et fragment: une analyse empirique de la stratification sociale en Chine contemporaine), Pékin, Shehui kexue wenxian chubanshe, 2005.
4. Li Yi, « Jiaoyu bupingdeng de zhidu bianqian he chansheng jizhi » (Changement institutionnel et mécanismes de production des inégalités sociales), *Zhongguo shehui kexue* (Revue des sciences sociales de Chine), vol. 4, Pékin, 2006, p. 38.



Une classe dans une école de campagne
© Mark Henley

quels groupes appartiennent les décideurs et quelles considérations motivent leurs politiques en matière d'éducation. Bien sûr, une politique de service public ne devrait pas être déterminée par l'influence d'intérêts de groupes particuliers, car certains mécanismes stabilisateurs permettent d'éviter les abus. Il semble toutefois que ces mécanismes ne jouent pas complètement leur rôle en Chine.

Depuis une trentaine d'années, le développement de l'éducation est en grande partie déterminé par les élites du pays, c'est-à-dire les plus riches et les plus puissants, et l'on est en droit de se demander si cette situation peut contribuer à réduire les inégalités entre groupes et classes. Cet article analyse les changements de politique dans le domaine de l'éducation ainsi que les rôles et les activités des différents groupes qui ont influencé ces changements depuis 30 ans.

Les politiques et leur impact

En Chine, la répartition des ressources dans l'éducation est largement dictée par le Gouvernement central. Depuis la fin des années 1970, le pays a connu d'importantes réformes, la plus importante étant le transfert aux gouvernements locaux de certaines responsabilités en matière d'éducation. Cette réforme a abouti à une différence marquée entre les zones urbaines et les zones rurales. Les divers niveaux de gouvernement sont responsables du développement de l'éducation sur leur territoire, et leur première responsabilité est le financement de l'éducation. Les gouvernements locaux sont censés être les principaux financeurs de l'éducation sur leur territoire, mais en pratique cela signifie que les plus bas niveaux administratifs bénéficient de moins de ressources que les niveaux supérieurs. Par exemple, une étude menée en 2001 par le Centre de recherche sur le développement du Conseil des affaires de l'État *(Guowuyuan fazhan yanjiu zhongxin)*, montrait que 13 % du financement de l'éducation dans les zones rurales émanaient du Gouvernement central, des gouvernements provinciaux et de municipalités de niveau provincial, 9 % des autorités du niveau du district et 78 % des gouvernements ruraux [5]. Toutefois, les gouvernements

ruraux dont dépend la majorité du financement de l'éducation touchent la plus petite part de la totalité des revenus budgétaires alors que les gouvernements des échelons supérieurs se partagent la plus grande part. En 2005, le Gouvernement central accaparait 52,3 % de l'ensemble des revenus de l'État, alors que sa participation aux dépenses liées à l'éducation n'était que de 5,66 %. En fait, sa participation était encore moindre avant 2003, mais l'augmentation récente s'explique par le fait que le Gouvernement central a dû financer la suppression des frais de scolarité acquittés par les enfants ruraux dans les écoles primaires et les collèges [6]. Il existe de fortes disparités dans le développement de l'éducation non seulement entre les zones urbaines et rurales mais aussi entre les différentes régions, entre les villes en fonction de leur rang administratif, et entre les établissements au sein d'une même juridiction.

Le Gouvernement central a consenti des efforts importants pour l'amélioration de l'enseignement supérieur, notamment par la construction d'établissements universitaires prestigieux, mais a accordé une importance bien moindre aux enseignements primaire et secondaire. Même au niveau des provinces, l'accent a été mis sur le développement de l'enseignement supérieur et des meilleurs lycées. Une attitude similaire prévaut au niveau des municipalités et des districts, et cette situation ne laisse pratiquement plus de ressources pour les écoles aux niveaux du canton et du bourg. Beaucoup de gouvernements ruraux n'ont pas assez d'argent pour assurer le fonctionnement des écoles et payer le salaire des enseignants, et ce sont finalement les paysans qui doivent payer pour le développement de l'enseignement dans les campagnes. Il n'est donc pas étonnant que les campagnes soient très en retard sur les villes dans le domaine de l'éducation. À cette situation déjà critique s'ajoute une série de réformes qui ne font qu'aggraver la situation des plus indigents.

Un système qui pénalise les plus pauvres

Au milieu des années 1990, le Gouvernement central mit fin à la politique de la scolarité gratuite dans l'enseignement supérieur et au principe du travail garanti pour les étudiants diplômés. Depuis, tous les étudiants doivent payer pour aller à l'université et trouver eux-mêmes un travail dans la nouvelle économie de marché. Toutefois, cette politique a considérablement pénalisé les classes défavorisées, c'est-à-dire les paysans et les ouvriers. Les plus pauvres sont désormais dans l'impossibilité de financer les études supérieures de leurs enfants et n'ont pas les réseaux sociaux nécessaires pour leur permettre d'obtenir des emplois aux côtés des jeunes diplômés des villes, mieux introduits. Ces dernières années, les médias chinois ont rapporté plusieurs exemples d'étudiants issus de familles pauvres qui ont abandonné l'idée d'entrer à l'université après y avoir été acceptés parce qu'ils savent qu'il leur sera quasiment impossible de trouver un travail sans relations. Une étude de 2003 soulignait que le chômage était devenu un problème de plus en plus sérieux dans les zones rurales. Elle indiquait entre autres que plus de 120 diplômés du premier cycle étaient à la recherche d'un emploi dans le district de Huining (province du Gansu) [7]. Dans la plupart des cas, leurs parents étaient paysans et s'étaient lourdement endettés pour financer l'éducation de leurs enfants. Sans emploi et sans argent, ces jeunes diplômés étaient dans l'incapacité de rembourser les dettes accumulées par leurs parents.

Une autre source constante d'inégalité est le fait que le Gouvernement central détermine les quotas de places en université dans les différentes régions. Ces quotas sont fonction du rang administratif des régions et non de leur proportion démographique, ce qui est incontestablement un facteur d'accroissement des inégalités. Ainsi, l'Université de Pékin et l'Université Tsinghua se voient chaque année accorder un nombre de places supérieur à celui de toutes les zones rurales. Bien que le Gouvernement central ait autorisé l'augmentation du nombre d'étudiants dans le pays dans son ensemble depuis le milieu des années 1990 et se soit efforcé d'accroître les opportunités dans l'enseignement supérieur, le déséquilibre dû au système des quotas reste inchangé.

Les groupes d'intérêt sociaux

Pourquoi un pays qui se présente depuis longtemps comme le garant de la justice sociale – ce qui signifie entre autres l'égalité d'accès à l'éducation sans distinction de classe, d'origine ethnique, de provenance régionale, de sexe ou d'âge – poursuit-il une telle politique ? Une réponse possible est que les politiques liées à l'éducation sont le résultat de l'influence de certains groupes d'intérêts. En d'autres termes, ceux qui élaborent et décident les poli-

5. Hu Yifan, « Zhongguo nongcun jiaoyu fazhan wulu kezou » (Aucune solution au problème du développement de l'éducation rurale en Chine), Pékin, 2002, http://www.zs2002.com/ten/t35173/5.htm (consulté le 17 octobre 2007).
6. Mo Chuanxing, « Zhongguo jiaoyu zhidu bupingdeng yanjiu » (Enquête sur l'inégalité des institutions d'enseignement en Chine), 25 juin 2007, www.360doc.com/showWeb/0/0/389734.asp .
7. Wang Chunguang, *Zhongguo nongcun shehui fenhua he nongmin fudan* (Étude des fardeaux pesant sur les paysans et de la stratification de la société rurale), Shehui kexue wenxian chubanshe, Pékin, 2005.

tiques en tirent les plus grands bénéfices, et ceux qui sont en dehors de ces groupes se voient refuser toute participation au pouvoir ou possibilité de négocier avec les responsables politiques.

L'éducation est une ressource importante qui peut se monnayer contre du pouvoir, de l'argent ou un bon emploi. Les théories sociologiques considèrent l'éducation comme un facteur importante de mobilité sociale. Toutefois, comme le montre l'analyse ci-dessus, les efforts individuels peuvent se heurter à la répartition inéquitable des ressources. L'éducation ne peut donc être à elle seule l'outil permettant d'accéder à la justice sociale parce que les intérêts de classe influencent l'attribution des ressources. En d'autres termes, les classes favorisées et les élites utilisent l'éducation pour transmettre leur statut de classe à leurs enfants et aux générations futures [8].

Comme l'un des moyens permettant de parvenir à un statut social élevé est l'accès à un enseignement de qualité dès la plus jeune enfance, les élites ont tout intérêt à utiliser les politiques éducatives dans l'intérêt de leur progéniture. Pour cela, ils ont plusieurs avantages qui leur garantissent un certain succès. Premièrement, la quasi-totalité des hauts responsables politiques habitent dans les zones urbaines, surtout en ville, et considèrent la modernisation de l'enseignement dans les villes comme une priorité. En général, ils investissent plus d'argent dans les infrastructures éducatives urbaines et réservent davantage de places aux citadins dans les établissements d'enseignement supérieur. Grâce à ces ressources mises à leur disposition, les étudiants des villes s'en sortent plutôt mieux que leurs homologues des campagnes et jouissent de meilleures opportunités. Par exemple, la proportion de jeunes ruraux entrant au lycée après le collège est passée de 22,3 % en 1985 à 18,6 % en 1999, contre 40 % et 55,4 % pour les jeunes urbains. De même, l'accès des jeunes urbains aux études supérieures est 5,8 fois supérieur à celui des jeunes ruraux qui, pour 80 % d'entre eux, n'ont pas accès à l'université [9]. C'est à Pékin et à Shanghai, où vivent la plupart des responsables politiques, que les infrastructures d'enseignement ont bénéficié du plus grand soutien et du meilleur financement. Aussi n'est-il pas étonnant que la majorité des meilleures écoles et universités se trouvent dans ces deux villes.

À l'intérieur des zones urbaines, la division entre les meilleures écoles, c'est-à-dire celles qui préparent le mieux les étudiants aux meilleurs établissements universitaires, et les écoles ordinaires est un autre facteur qui accentue les disparités. Les meilleures écoles ont pour rôle de former les élites, et les dirigeants du pays comptent sur ces élites pour gouverner le pays dans les décennies à venir. Dans toutes les villes chinoises, grandes et petites, la plupart des étudiants des meilleures écoles appartiennent aux classes les plus favorisées. Par exemple, à Pékin, 57,3 % des élèves des meilleurs lycées appartiennent aux classes supérieures alors qu'ils ne représentent que 10 % de la population de la ville [10]. Dans la ville de Ma'anshan (province de l'Anhui), la proportion des élèves issus des classes supérieures est de 67,1 % [11]. À Pékin, un des meilleurs collèges de la ville a obtenu un financement de 170 millions de yuans au cours des sept dernières années [12], c'est-à-dire à peu près l'équivalent du budget accordé à un district du centre de la Chine pour l'éducation. Cet établissement est doté d'une architecture impressionnante et des tout derniers équipements. Les entretiens que nous avons conduits nous ont appris que deux des principaux dirigeants du pays ont étudié dans cet établissement [13]. Les enfants des familles les plus riches de Pékin, y compris de certains dirigeants, représentent plus de la moitié des élèves inscrits dans cette école. Ces écoles d'élite obtiennent donc des financements importants et peuvent ainsi attirer les meilleurs enseignants, garantissant aux étudiants des résultats supérieurs à la moyenne dans les examens d'entrée à l'université.

Le gouvernement municipal se sent dans l'obligation d'aider les meilleures écoles parce que c'est dans l'intérêt des enfants de nombreux hauts responsables. Par ailleurs, cette politique est accueillie à bras ouverts par les professionnels dont les réseaux sociaux s'imbriquent parfaitement dans ceux des dirigeants et des familles les plus riches. Depuis une dizaine d'années, certains universitaires chinois se sont élevés contre le système actuel qui établit une différence entre les écoles « pour élites » et les établissements ordinaires. Mais comme l'opinion leur donne raison, les décideurs n'ont pas l'intention de changer un système qui leur profite. Après tout, ces meilleures écoles ont pour rôle de perpétuer la supériorité des élites actuelles dans la mobilité intergénérationnelle.

8. Dans le contexte chinois, les classes supérieures peuvent être définies comme les personnes occupant une position élevée dans les domaines social, économique, politique ou culturel.
9. Bureau national des statistiques de Chine, 2007.
10. Mo Chuanxing, « Zhongguo jiaoyu zhidu bupingdeng yanjiu » (Enquête sur l'inégalité des institutions d'enseignement en Chine), *art. cit.*
11. *Ibid.*
12. Le nom de l'école a été modifié.

La situation des enfants des travailleurs migrants

Si les laissés-pour-compte de ce système auront plus tard bien des difficultés à rivaliser avec les enfants des élites, beaucoup d'entre eux sont d'ores et déjà les victimes d'une discrimination flagrante. Un groupe qui est depuis longtemps particulièrement désavantagé est celui des enfants des travailleurs migrants. Ces derniers ont beaucoup de difficultés à scolariser leurs enfants, même si depuis 2004 le Gouvernement central a décrété que les autorités à tous les niveaux doivent garantir un accès à l'éducation à tous les enfants de travailleurs migrants vivant avec leurs parents [14].

On estime aujourd'hui le nombre total de migrants en Chine à 150 millions et le nombre d'enfants de migrants vivant avec leurs parents à 20 millions [15]. Il est indéniable que l'accès de ces enfants à l'éducation s'est amélioré depuis 2004. Un rapport officiel indique par exemple que 63 % des enfants de migrants à Pékin sont admis dans les écoles publiques [16]. Il est toutefois difficile d'estimer précisément combien d'enfants de migrants vivent avec leur parents, que ce soit à Pékin ou dans d'autres villes. Notre enquête menée en 2007 montre que le nombre d'enfants de migrants est supérieur au chiffre cité dans les rapports officiels parce que ces enfants ne sont pas tous nécessairement inscrits auprès du département de la sécurité de leur ville de résidence. En conséquence, la proportion d'enfants de migrants scolarisés est elle aussi inférieure aux estimations officielles.

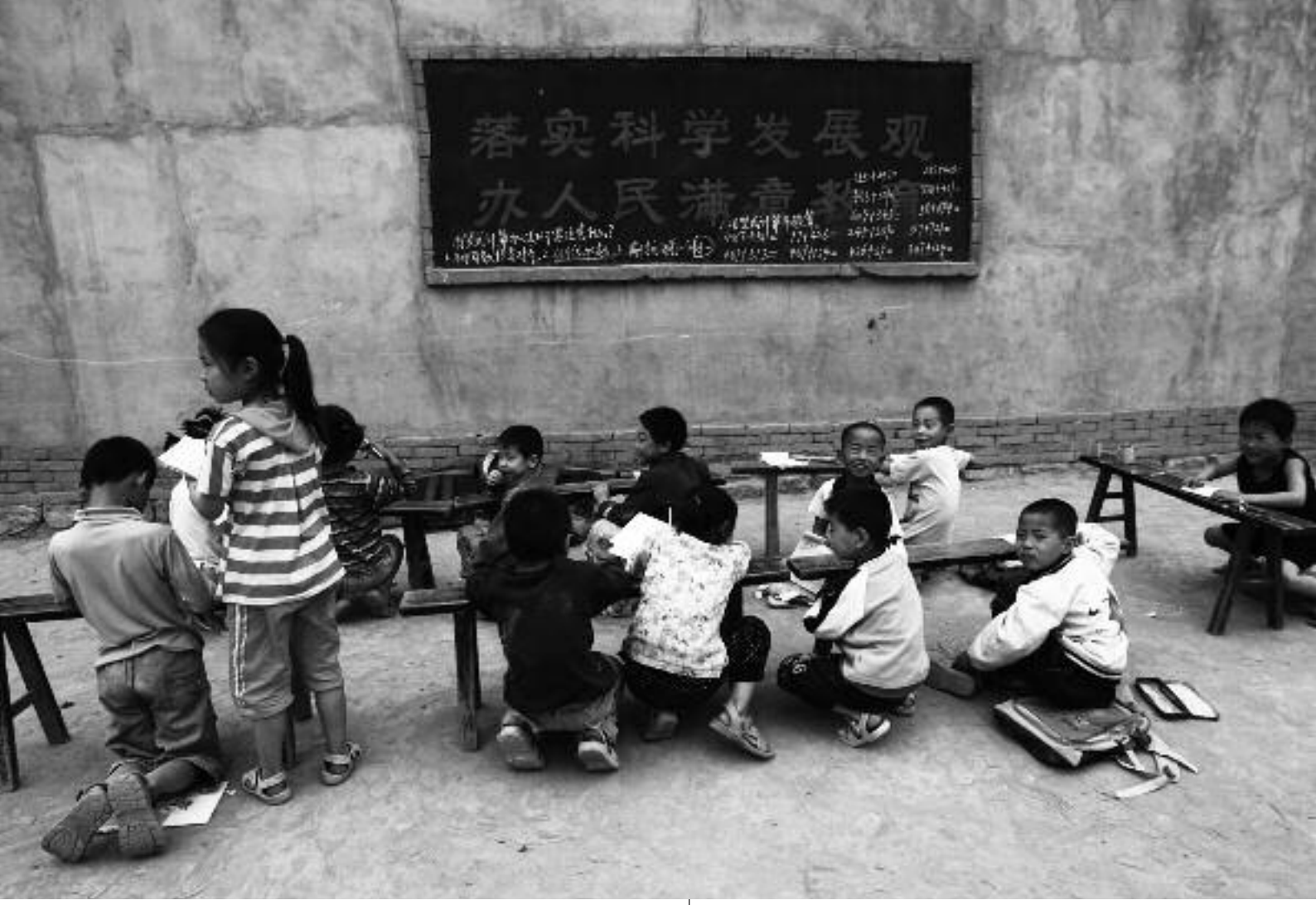
Les enfants de migrants scolarisés, qui dans tous les cas n'ont jamais accès aux meilleures écoles, sont le plus souvent victimes de discrimination. Fréquemment, ils sont regroupés dans des classes séparées et n'ont pas la possibilité d'étudier avec les autres enfants. Les parents des jeunes « urbains » ne souhaitent pas que leurs enfants côtoient les enfants de migrants, et les enseignants acceptent cette discrimination car ils sont eux-mêmes convaincus que les résultats des enfants des villes seraient affectés par un tel regroupement. Cette exclusion sociale affecte la dignité des enfants migrants, comme le montre l'expérience de Liu Yu, arrivée à Pékin avec ses parents en 2001 [17]. Liu Yu étudiait dans une école réservée aux enfants de migrants dans le quartier de Shijingshan jusqu'en 2005, date à laquelle ses parents ont réussi à l'inscrire dans une école publique du quartier de Xicheng. Deux jours après son arrivée dans cette école, elle fut accusée par un camarade « urbain » d'avoir volé sa trousse à crayons. Bien que le professeur n'ait guère accordé d'attention à cet incident, Liu Yi a été blessée par cette accusation. Elle refusa de continuer à étudier dans cet établissement et demanda à ses parents de la renvoyer dans sa première école. Elle dit qu'elle « détestait » les gens de la ville parce qu'ils n'étaient pas gentils avec les migrants. Elle ajouta qu'elle préférait son ancienne école car tous les élèves étaient originaires de la campagne et se sentaient égaux.

La discrimination à l'égard de ces enfants est un obstacle majeur à leur intégration dans la société urbaine. Par ailleurs, les écoles pour enfants de migrants coûtent moins cher, sont plus flexibles sur les horaires et mieux à même d'accommoder les parents qui ont souvent des horaires longs et irréguliers.

Il arrive que les enfants de migrants soient victimes de discriminations particulièrement violentes qui mettent en question leur droit à l'éducation. En août 2006, les autorités du quartier de Haidian à Pékin ont ordonné la fermeture de 39 écoles pour enfants de migrants sous prétexte qu'elles n'avaient pas d'autorisation légale, laissant quelque 15 000 enfants sans école. Bien que les autorités de Haidian aient annoncé que les écoles publiques accueilliraient les enfants concernés, les parents ont vite découvert qu'aucune école n'était prête à les accueillir, et ont dû placer leurs enfants dans des établissements en dehors de leur quartier [18]. En fait, la fermeture des écoles n'avait d'autre but que de limiter le nombre de migrants dans le quartier de Haidian, où se trouvent les meilleures universités du pays. L'enquête de Zhao révèle que la scolarité est, avec le coût de la vie et l'accès aux services de santé, l'un des principaux problèmes auxquels sont confrontés les travailleurs migrants à Pékin [19].

La situation n'est guère différente dans les autres grandes villes comme Shanghai et Canton. On estime qu'à travers toute la Chine environ deux tiers des enfants de migrants ne peuvent accéder aux écoles publiques [20]. À tous les niveaux, les autorités ne parviennent pas à garantir à ces enfants le droit à la scolarité. La plupart des enfants de migrants n'ont

13. Leurs noms restent confidentiels.
14. Document n° 1 publié par le Conseil des affaires de l'État en 2003.
15. Bureau national des statistiques de Chine, 2007.
16. Zhao Weihua, « Nongmingong rongru Beijing shehui de diaocha » (Étude sur l'intégration des travailleurs migrants dans la société pékinoise), *Lanpishu: Zhongguo shoudu shehui fazhan* (Livre bleu : le développement social de la capitale chinoise), Shehui kexue wenxian chubanshe, Pékin, 2007.
17. Elle avait 11 ans lors de notre entretien en 2003.
18. Entretiens, août 2006.
19. Zhao Weihua, « Nongmingong rongru Beijing shehui de diaocha » (Étude sur l'intégration des travailleurs migrants dans la société pékinoise), *Lanpishu: Zhongguo shoudu shehui fazhan* (Livre bleu : le développement social de la capitale chinoise), *op. cit.*
20. « Shi baofu haishi zeren? Kaowen "nongmingong zinü shangxue nan" » (Fardeau ou responsabilité ? Prendre sérieusement en considération les difficultés liées à la scolarité des enfants de travailleurs migrants ruraux), 28 avril 2006, http://www.ce.cn/cysc/agriculture/gdxw/200604/28/t20060428_6851440.shtml (consulté le 17 octobre 2007).



Une école primaire de campagne dans le district de Huxian de la province du Shaanxi. L'enseignement a lieu en plein air car le bâtiment qui abrite l'école menace de s'effondrer.
© AFP

d'autre choix que d'aller dans des écoles ouvertes par des migrants eux-mêmes. Celles-ci manquent d'enseignants qualifiés et ne jouissent pas des infrastructures qui leur sont théoriquement garanties par les lois sur l'éducation. En fait, c'est souvent le manque d'enseignants qualifiés et d'infrastructures adéquates qui leur est reproché et est invoqué pour justifier leur fermeture, comme ce fut le cas à Haidian en 2006. La plupart des gouvernements locaux refusent d'assumer leurs responsabilités car ils sont persuadés que l'ouverture des écoles publiques aux enfants de migrants aura un impact négatif sur la qualité de l'enseignement dans leur district. Dans une province développée du sud-est de la Chine, certains responsables du département de l'éducation nous ont même affirmé, lors d'un entretien, qu'il n'était pas de leur responsabilité de remplir une mission qui incombait aux provinces d'origine de ces migrants [21]. Cette déclaration est contraire à la législation entrée en vigueur en 2004.

À l'heure actuelle, il n'existe aucun mécanisme permettant de promouvoir et de garantir l'accès de tous les enfants à l'éducation et d'offrir à ces enfants la possibilité de revendiquer et de défendre ce droit. La législation de 2004 stipule néanmoins que le droit à l'éducation des enfants migrants doit être garanti par les gouvernements locaux des régions d'accueil. Les autorités locales continuent d'ignorer la législation de 2004 en toute impunité. Cette attitude est même encouragée par les membres des classes favorisées qui préfèrent maintenir leurs enfants à l'écart des migrants. Leurs intérêts ne sont ni remis en question ni menacés par les autres classes parce que ces dernières n'ont aucun moyen d'influencer les politiques qui déterminent l'éducation de leurs enfants et ne sont pas autorisées à manifester publiquement leur griefs. Pour exprimer leur mécontentement, certains migrants vont discrètement s'installer dans d'autres villes ou leurs enfants sont moins susceptibles d'être rejetés ou ils les laissent avec leurs grands-parents dans leur province d'origine. Dans certains cas extrêmes, des paysans se sont suicidés parce qu'ils ne parvenaient pas à collecter l'argent nécessaire pour envoyer leur enfant à l'université [22].

21. Nous préférons ne pas nommer la province.

22. « Wei erzi shang daxue, zhongbing muqin zisha » (Une mère gravement malade se donne la mort car elle n'a pas d'argent pour financer les études supérieures de son fils), 7 août 2007, http://www.nanfangdaily.com.cn/southnews/djjz/200708070505.asp (consulté le 17 octobre 2007).

Les médias essayent parfois de venir en aide à ces familles en attirant l'attention de la société sur leur cas et en faisant pression sur les autorités, notamment le Gouvernement central. Malheureusement, à ce jour, aucune mesure politique n'a été adoptée pour corriger la corrélation entre l'éducation et les intérêts des classes favorisées.

Éducation et harmonie sociale

Les plus hauts dirigeants du Parti et de l'État sont parfaitement conscients de la situation de l'éducation en Chine rurale et du déséquilibre dans la répartition des ressources. Ils savent aussi que cette situation peut avoir un effet négatif sur la modernisation du pays et mener à un conflit social. Naturellement, le Gouvernement a adopté certaines mesures pour tenter de corriger ces problèmes. En 2005, il a promis une éducation gratuite à tous les enfants vivant en zone rurale d'ici trois ans ainsi qu'un un plus grand investissement pour permettre à ces enfants d'accéder à l'enseignement supérieur. En 2004, le Gouvernement a exigé de tous les gouvernements locaux qu'ils étendent la scolarité obligatoire à tous les enfants de migrants, et la scolarité est gratuite dans les campagnes depuis 2007. De même, les étudiants en université issus de familles défavorisées se sont vu promettre un soutien financier.
Bien que toutes ces mesures aient contribué à corriger quelque peu le problème [23], les mécanismes fondamentaux qui sont à la base de la répartition inégale des ressources restent inchangés. Le Gouvernement peut exiger la scolarité gratuite dans les zones rurales, mais en pratique beaucoup d'écoles ne peuvent décemment fonctionner sans chercher de l'argent qui leur permet de payer les dépenses qui ne sont pas couvertes par leur administration rurale ou par les échelons supérieurs de gouvernement. Les écoles rurales sont supposées être financées par les gouvernements des districts ou des cantons, mais ces derniers ne parviennent même pas à subvenir à leurs propres besoins, sans parler du financement de la scolarité d'enfants dans les villages lointains. Les études que nous avons menées en 2007 montrent que certaines écoles rurales ont tout fait pour tenter de couvrir leurs frais journaliers mais que, dans bien des cas, ce sont finalement les paysans qui payent la note.
Par ailleurs, il y a eu peu de changements dans le système du *hukou* (permis de résidence), et bien d'autres formes institutionnalisées d'exclusion aux dépens des migrants persistent. Les migrants sont encore loin d'avoir les mêmes droits que les résidents urbains et leur intégration dans la société urbaine n'est pas pour bientôt. Le souhait formulé par les autorités centrales de bâtir une « société harmonieuse » se heurte à bien des obstacles, mais la préservation des intérêts de groupes particuliers est de loin la tendance dominante dans la mesure où elle perpétue la discrimination en leur faveur pour les générations futures.

Depuis 30 ans, la Chine a connu d'importants changements en matière d'éducation et de répartition des ressources. Mais ces changements n'ont pas toujours été positifs et dans bien des cas n'ont fait qu'exacerber les inégalités entre les classes, les groupes sociaux et les régions. Les réseaux fondés sur les classes sociales ont joué un rôle majeur dans la distribution des ressources et dans l'accès à l'éducation. Les plus riches et les plus puissants (cadres, intellectuels, responsables politiques etc.) ont utilisé leur influence pour remettre en question l'accès égal de tous à l'éducation afin de servir leurs propres intérêts. En conséquence, la structure sociale et les politiques suivies en matière d'éducation n'ont fait qu'accroître les inégalités sociales en Chine.
L'inégalité en matière d'éducation constitue l'une des inégalités les plus flagrantes en Chine. Toutefois, en comparaison avec d'autres types d'inégalités (pouvoir, revenus), elle donne l'impression d'être rationnelle et légale. En Chine, le système éducatif met l'accent sur les résultats et la réussite par le biais d'indices objectifs comme les examens. Mais peu d'indices reflètent le caractère irrationnel et injuste du système quand il prend la forme d'une discrimination institutionnalisée qui place des dizaines de millions d'enfants dans une situation de désavantage. En fait, beaucoup dans les campagnes ont abandonné tout espoir de bénéficier d'une éducation. L'idée selon laquelle « aller à l'école ne sert à rien » se répand rapidement et risque de poser un défi considérable aux projets de modernisation du pays.
Ainsi, bien que la qualité de l'enseignement soit importante pour la « société harmonieuse » que cherche à bâtir le pouvoir actuel, l'équilibre des forces entre les catégories et classes sociales laisse peu de place à l'optimisme. Les classes défavorisées sont incapables d'influencer les politiques dont elles sont les victimes. Elles n'ont pas le pouvoir d'influencer les décideurs et de persuader ces derniers d'adopter des politiques rationnelles et justes en matière d'éducation. Pour mener à bien l'édification d'une société harmonieuse, il est essentiel que le peuple dans son ensemble se voit donner les moyens d'influencer les décisions en matière d'éducation. •

• Traduit par Raphaël Jacquet

23. http://www.gov.cn/banshi/gm/jiaoyu.htm (consulté le 17 octobre 2007).